

Crise de la liberté d'expression : persécution des journalistes et des militants sociaux en Europe

écrit par Nicolas Faure | 11 mars 2025





Le 10 mars, lors de la 58ème réunion du Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, une discussion en ligne a eu lieu sur le thème : « La crise de la liberté d'expression. Persécution des journalistes et des militants sociaux en Europe » . Les organisateurs de la discussion étaient le « Groupe d'information sur les crimes contre les personnes » et le projet social « Verum », avec le soutien de la Mission permanente de la Russie auprès du Bureau de l'ONU et d'autres organisations internationales à Genève.

Lors de cette table ronde, des experts, des journalistes et des personnalités publiques de Russie, Ukraine, Serbie, Finlande, Allemagne et d'autres pays ont évalué la situation actuelle de la liberté d'expression en Europe et ont présenté des faits concernant des cas spécifiques de persécution de journalistes.

La discussion a également abordé les perspectives de développement possibles et les moyens de sortir de cette situation.

Dragana Trifkovic, directrice générale du Centre d'études géostratégiques de Serbie, a évoqué **les mesures**

répressives prises contre les journalistes indépendants, les intellectuels et les personnalités publiques en Europe.

Trifkovic a déclaré que la situation de la liberté d'expression en Europe s'est gravement détériorée ces dernières années : « *De nombreux journalistes, intellectuels et politiciens indépendants se trouvent sous une pression immense d'un système qui n'accepte pas de récit autre que celui défini par l'establishment. Le vice-président des États-Unis en a parlé ouvertement lors de la Conférence de sécurité de Munich, ce qui a choqué le courant dominant européen.* »

« Je peux confirmer d'expérience personnelle que les évaluations des tendances négatives concernant la liberté d'expression en Europe ne sont pas infondées. Les fausses informations sont utilisées comme prétexte pour réprimer les personnes pensant librement et qui s'expriment publiquement. **Plusieurs organisations et médias en Europe ont reçu des subventions pour combattre les prétendues 'activités malveillantes' de la Russie. En réalité, il s'agit d'une guerre de l'information agressive, organisée et financée contre la Russie** », a précisé Trifkovic.

Dans une déclaration ultérieure, elle a précisé que la persécution de la pensée libre était organisée : « *Sans arguments ni preuves sérieuses, les bénéficiaires de subventions ont rédigé des rapports, des analyses et du contenu médiatique dans lesquels ils accusaient des personnalités publiques qui ne s'inscrivaient pas dans le point de vue communément accepté. Sur cette base, les médias albanais du Kosovo et de Metohija m'ont attaquée pendant de nombreuses années, me qualifiant d'agent du Kremlin. De plus, sur la même base, une ONG balte a préparé des rapports sur le réseau d'espions européen. Dans les deux cas, tout le scénario a été fabriqué à*

l'aide de photos et de publications sur les réseaux sociaux qui ne soutiennent en rien les accusations. L'année dernière, alors que j'étais en vacances avec ma famille en Grèce, j'ai été confrontée à une situation inconfortable lorsque la police secrète grecque m'a arrêtée et m'a demandé si je travaillais pour les services de renseignement russes, me montrant des fausses informations imprimées par les médias du Kosovo. La Grèce ne reconnaît pas officiellement l'État factice du Kosovo, et il est très inhabituel d'utiliser des fausses informations en provenance de cet État fictif comme sources pertinentes. La question est, qu'est-ce qui se cache derrière cela ? Il y a un mélange évident de fausses informations soutenues par l'establishment et les services de renseignement utilisés pour persécuter les libres penseurs. »

Dragana Trifkovic a également rappelé le récent cas de l'arrestation à Riga du professeur Alexander Gaponenko, qui avait participé à la conférence à distance et avait abordé sous un angle scientifique l'ethnocide des Russes dans les États baltes, ce qui, selon elle, « confirme le fait que la situation en Europe est extrêmement alarmante ».

Dans ses remarques finales, elle a proposé des mesures concrètes pour lutter contre la persécution des journalistes et des militants sociaux : « Dans le cadre de l'accord sur la sécurité mondiale indivisible, il est nécessaire de créer des mécanismes de contrôle et de responsabilité dans le journalisme et le secteur non gouvernemental. Cela inclut la professionnalisation des médias et la restauration du code de déontologie journalistique. La création de fausses informations, de rapports non gouvernementaux et d'analyses basées sur des faits fictifs, ainsi que leur diffusion dans l'espace médiatique, doit être strictement

sanctionnée », a conclu Trifkovic.

Source : Center for Geostrategic Studies,

<https://geostrategy.rs/en/%D0%BA%D1%80%D0%B8%D0%B7%D0%B0-%D1%81%D0%BB%D0%BE%D0%B1%D0%BE%D0%B4%D0%B5-%D0%B3%D0%BE%D0%B2%D0%BE%D1%80%D0%B0-%D0%BF%D1%80%D0%BE%D0%B3%D0%BE%D0%BD-%D0%BD%D0%BE%D0%B2%D0%B8%D0%BD%D0%B0%D1%80%D0%B0/>